



MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

**MATRICE DES PREOCCUPATIONS ET
RECOMMANDATIONS RESIDUELLES A EXAMINER
LORS DE LA RENCONTRE NATIONALE
ETAT/SECTEUR PRIVE 2021**

I. PREOCCUPATIONS ET RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES ET SPECIFIQUES DU SECTEUR PRIVE

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
1.	Quelles sont les mesures de sécurité mises en place par l'Etat pour permettre la bonne marche du commerce en ligne qui a connu un essor remarquable dans le secteur privé depuis l'événement de la COVID 19 ?	Prendre des mesures pour faciliter la bonne marche du commerce en ligne	MICA/MDENPTD
2.	Quelles politiques ont été adoptées pour freiner la hausse inflation survenue depuis l'apparition de la COVID 19 afin de secourir le secteur privé ?	Veiller à l'application des textes sur le commerce de gros, de demi-gros et de détail.	MICA
3.	Sécurisation des financements des PME affectés par la COVID-19	Mettre en place un fonds de garantie dédié au financement des PME affectées par la covid-19	MINEFID/MICA
4.	La perturbation des débouchés pour l'écoulement des produits agricoles liée à la fermeture des frontières et qui provoque des impayés.	Faciliter l'écoulement des produits agricoles à travers des mesures appropriées (ouverture des frontières, mise en place de plateforme d'échange entre producteurs et acheteurs)	MICA/MAAHM/MTMUSR
5.	Notre commerce est mal organisé car la réglementation des filières porteuses doivent être mise en facteur et la transformation de notre industrie n'est pas compatible.	Mettre l'accent sur la réglementation et l'industrialisation des filières porteuses	MICA
6.	La pratique des barrières non tarifaires déguisées par certains Etats.	Lutter contre les pratiques tarifaires déguisées par certains Etats	MICA/MAECIABE
7.	La non-application rigoureuse des règles d'origine par les Etats	Appliquer de manière rigoureuse les règles d'origine par les Etats	MICA/MAECIABE

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
8.	Le manque de lieu de travail pour le secteur informel	Construire des marchés et aménager des espaces pour le secteur informel	MICA
9.	Insuffisance de débouchés	Organiser des missions commerciales à l'extérieur	MICA/CCI-BF
10.	Difficultés d'obtention des autorisations pour mener les activités	Faciliter l'obtention des autorisations pour les activités afin de faciliter la circulation des matières premières	MICA, tout ministère concerné
11.	Faible valorisation de la chaîne des valeurs huilerie face aux risques	Elaborer des politiques industrielles cohérentes pour plus de profit pour les huiliers	MICA
12.	Ralentissement des échanges commerciaux	Investir dans les infrastructures numériques afin de les rendre moins coûteuses et accessibles à tous	MDENPTD
13.	La réduction de la commande de l'Occitane et de AAK à cause des livraisons de la campagne 2019 qui n'ont pas pu être transformées	Négocier de nouveaux partenaires pour l'obtention de nouvelles commandes d'au moins 300 tonnes d'amandes de karité pour la campagne 2021	MICA
14.	Le CNEI-BF n'a pas été associé à la réflexion sur le fonds de relance économique suite à la Covid-19.	Impliquer la faitière nationale de l'économie informelle dans les instances de prise de décisions concernant l'économie informelle.	MICA/MJPEE/MINEFID, tout ministère concerné
15.	Les travailleurs de l'économie informelle n'ont pas été suffisamment bénéficiaires des financements du FRE-Covid	Privilégier les victimes réelles dans la sélection des bénéficiaires des appuis du gouvernement face aux crises	MINEFID
16.	Méconnaissance de la démarche qualité	Renforcer les capacités des entreprises dans la démarche qualité	MICA

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
17.	Problème de conservation et de conditionnement des produits/ Emballages	Accompagner les acteurs en facilitant l'accès aux emballages de qualité pour faire face à la concurrence internationale	MICA
18.	Problème d'accès aux marchés des produits dû à l'insécurité et à la fermeture des frontières suite à la Covid 19	Prendre des mesures et développer de nouvelles stratégies de résilience des entreprises	MICA
19.	Difficultés d'accès aux équipements importés suite à la fermeture des frontières liée à la Covid 19	Trouver des alternatives pour faciliter l'accès aux équipements de qualité afin d'améliorer la qualité des produits	MICA
20.	Problème d'accès des produits locaux aux cantines scolaires	Proposer des mécanismes d'exécution du mot d'ordre « Consommons ce que nous produisons » pour faciliter l'accès des produits locaux aux cantines scolaires	MICA
21.	Flambé des prix des céréales dans presque toutes les localités du pays.	Travailler à proposer des prix planchés de références pour les céréales	MICA/MAAHM
22.	Importation des produits de santé	Mettre un dispositif adéquat au niveau des points d'entrée des produits de santé dans le pays	MICA/MS/MINEFID
23.	Exportation des produits pharmaceutiques	Mettre en place un dispositif allégé de valorisation des produits pharmaceutiques locaux	MICA/MS

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
24.	Abandon des opportunités ouvertes par les mesures de lutte contre le COVID-19 notamment le savon, les gèles, les masques, etc.	Soutenir les filières concernées par les mesures de lutte contre la COVID-19 notamment le savon, les gèles, les masques etc. par la préférence dans les achats publics	MICA/MINEFID/MS/tout ministère concerné
25.	Le Burkina Faso pourrait être perdant dans la ZLECAf	Résoudre les problèmes de l'énergie, de la communication et de toutes les contraintes qui minent l'industrie burkinabè	MICA/MEMC/MCRP/MDENP TD/MINEFID/ tout ministère concerné
26.	La survie des PME des femmes	Proposer des solutions globales pour l'éclosion des entreprises des femmes	MICA/MFSNFAH
27.	Manque de formation en stratégie de marketing pour les commerçants	Former les commerçants en stratégie de marketing et de commercialisation	MICA/CCI-BF/MEBF
28.	Difficultés de production de coton, recul de la filière coton au Burkina	Soutenir la filière en prix rémunérateur pour les cotonculteurs pour plus de production, soutien en matériels agricoles et en intrants	MICA
29.	Transformation de coton	Implanter plus d'unités industrielles de transformation du coton en produits finis	MICA
30.	Non application du décret 2017 pour rétablir 15% des marchés publics aux PME à travers les ordres professionnels (syndicat, bâtiment, architectes et ingénieurs...)	Appliquer le décret 2017 pour rétablir 15% des marchés publics aux PME à travers les ordres professionnels (syndicat, bâtiment, architectes et ingénieurs...)	MINEFID/ARCOP/MICA
31.	L'analphabétisme des femmes (membres) suivant la formule enchainée (langue locale et français)	Renforcer les capacités en formation des femmes Collectrices et Productrices de Beurre de Karité	MICA/MEEVCC

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
32.	Cout élevé du matériel de transformation	Subventionner l'acquisition du matériel de transformation	MINEFID/MICA
33.	Problème de renforcement des capacités des acteurs dans divers domaines de l'industrie agro-alimentaire et de transformation	Renforcer les capacités des acteurs en gestion, marketing, les bonnes pratiques d'hygiène et de production, montage des dossiers de financement, élaboration de plan d'affaires, sécurité sanitaire des aliments, utilisation des normes et textes apparentes du Codex Alimentarius, etc.)	MICA/CCI-BF/MEBF
34.	Absence d'espace spécifique commun qui devrait être dédié au siège de la FIAB et le (Centre Multiservices d'accompagnement de Proximité des entreprises agroalimentaires)	Accompagner la FIAB dans sa démarche pour l'acquisition d'un Terrain pour le siège et installation du Centre Multiservices d'accompagnement de Proximité des Entreprises Agroalimentaires.	MICA
35.	Manque d'accompagnement pour la promotion des JAAL au niveau international	Mettre en place des mécanismes et politiques d'accompagnement et de promotion des Journées Agroalimentaires (JAAL) au niveau international à travers les Ambassades du Burkina Faso	MICA/MAECIABE
36.	Faible Gestion/Valorisation de la transformation des déchets des produits (symbiose industrielle)	Former, encourager et sensibiliser les acteurs sur les avantages de la symbiose industrielle	MICA/CCI-BF
37.	Problème d'accès aux marchés institutionnels	Faciliter l'accès des entreprises aux marchés institutionnels	MICA, ARCOP

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
38.	Il est courant de constater l'utilisation des céréales importées dans la fabrication des mets locaux destinés aux marchés de pause-café.	Privilégier la consommation des produits locaux dans la mise en œuvre des commandes publiques pour impulser notre économie.	Tout ministère
39.	Fluctuation excessive du cours du maïs. Prix indexé à 210 000 F la tonne en avril contre 175 000 F en 2020 à la même période	Homologuer le prix du maïs	MICA/MAAHM
40.	Persistance des marchés illicites des médicaments de la rue	Mener une lutte sincère des marchés illicites des médicaments de la rue avec tous les acteurs du pays (Ministères en charge de la sécurité, des finances, de la santé, du commerce)	MICA/MS/MSécu/MINEFID
41.	Difficulté pour les minoteries de s'approvisionner sur le marché nationale face à une exportation massive du maïs	Réguler le marché céréalier pour mettre à la disposition des minoteries un stock pour la transformation	MICA
42.	Le non perception de la TVA par certains acteurs qui entretiennent la concurrence déloyale (farine de maïs, huile alimentaire) et les difficultés relatives au remboursement des crédits TVA par l'administration fiscale	Respecter strictement la réglementation commerciale et fiscale.	MICA/MINEFID
43.	Le délai très long de recouvrement des créances de l'Etat	Réduire les délais de recouvrement des créances de l'Etat	MINEFID
44.	Le défi de la digitalisation	Accompagner le secteur privé dans la digitalisation des produits et services en favorisant l'éclosion locale des prestataires de	MDENPTD/MINEFID/MICA

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
		services dans le domaine et en favorisant l'acquisition de la technologie	
45.	La COVID-19 a réduit le taux d'exportation des produits entraînant des méventes en même temps les clients des Mutuelles de micro finances n'arrivaient plus à respecter les engagements de remboursement.	Renforcer les mesures d'accompagnement des SFD pour une relance efficace des membres affectés par la pandémie.	MINEFID
46.	Le concept des financements d'entreprises	Accompagner les entreprises nationales dans leur développement avec plus de financements et des franchises pour plus de compétitivité sur le marché africain	MINEFID
47.	Difficultés liées à la reprise économique	Baisser la pression fiscale pour accompagner une reprise économique	MINEFID
48.	Cadre règlementaire non adapté aux nouvelles structures	Créer un pôle pour les entreprises féminines	MINEFID/MICA/ MFSNFAH
49.	Indisponibilité des produits artistiques	Appuyer les acteurs du secteur de l'audiovisuel à mettre en place un réseau de distribution des œuvres	MCAT
50.	La levée des taxes des fruits et légumes venant de l'extérieur et de l'intérieur	Supprimer les taxes des fruits et légumes venant de l'extérieur et de l'intérieur	MINEFID
51.	Manque de financement	Accorder des crédits bancaires aux jeunes commerçants	MINEFID
52.	Bien que vieux de 27 ans, cet arrêté est parfois ignoré et même bafoué créant des facturations trop disparates.	Relire l'arrêté N° 94-0114-MICM/SG/IGAE en date du 30 mai 1994 fixant la tarification des Honoraires Agréés en Douane (HAD) et les opérations de transit et la réorganisation de la	MINEFID

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
	Toute chose qui rend difficile la pratique du métier des CDA. Avec la réorganisation et la professionnalisation du métier, il convient de procéder à une relecture de l'arrêté et une mise à niveau des CDA sur la facturation à faire valoir les textes proposés par la CEDEAO et l'UEMOA sur le commerce	profession du Commissionnaire en Douane Agréée	
53.	Accompagnement et financement des sociétés burkinabè	Créer une caution unique pour les Commissionnaires en Douane agréée leur permettant d'exercer la profession	MINEFID
54.	Lenteur dans l'établissement de l'état des services faits	Etablir l'état des services faits au plus tard un jour après prestation	MCAT/MINEFID/ Tout ministère concerné
55.	Paiement de la TVA avant règlement de la facture	Reporter le paiement de la TVA après encaissements de la créance	MINEFID
56.	Transition numérique : la transition numérique doit permettre à l'économie burkinabè d'améliorer sa productivité et la qualité de ses produits. La gestion numérique des transactions financières, commerciales et administratives et d'une manière générale les échanges d'informations doivent permettre une meilleure résilience de nos activités en cas de pandémie ou autre épreuve à venir	Poursuivre la dématérialisation des services administratifs tels que la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale), l'AJE (Agence Judiciaire de l'Etat) et l'ANPE (Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi)	MFTPS/MINEFID/MJPEE

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
57.	Réfléchir aux conséquences dévastatrices d'une crise économique et sanitaire sur les personnes qui opèrent dans l'économie informelle	Elaborer et mettre en œuvre des projets de relance dans l'économie informelle en vue de soutenir la résilience des travailleurs de ce secteur	MINEFID/MICA/MJPEE
58.	La prise en charge des cours en ligne ou une tarification préférentielle sur les connexions internet	Adopter (Etat) une tarification préférentielle ou subventionnée auprès des opérateurs concernés (connexions internet).	MDENPTD/MINEFID
59.	Diminution nette de la demande locale	Faciliter les procédures d'octroi de crédit à la consommation	MINEFID
60.	Le manque de financement pour les activités de l'Association Professionnelle des Transitaires et Commissionnaires en Douanes Agréés du Burkina Faso (APTCDA-BF)	Permettre à l'Association Professionnelle des Transitaires et Commissionnaires en Douanes Agréés du Burkina Faso (APTCDA-BF) de pouvoir percevoir des ristournes quelconques (Douane, Chambre de commerce)	MINEFID
61.	Inadaptation des moyens de paiements aux nouvelles technologies	Améliorer les moyens de paiement sur le marché pour s'adapter aux nouvelles technologies	MINEFID
62.	Difficultés pour respecter les ratios de limitation des risques pris sur une seule signature pour les institutions de méso finance	Prendre en compte des garanties financières (déposit, fonds de garantie, garantie autonome, nantissement de DAT, de compte d'épargne,...) dans le calcul du ratio de limitation des risques pris sur une seule signature	MINEFID
63.	La cavalerie financière	Mettre en place une centrale de risque efficace et rendre le service offert par le bureau d'information sur le crédit gratuit	MINEFID
64.	Les impayés	Organiser des sessions sur l'éducation financière à l'endroit des emprunteurs	MINEFID

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
65.	La TVA qui augmente le coût du crédit	Supprimer la TVA sur les services offerts par les SFD	MINEFID
66.	Insuffisance de système de refinancement des SFD	Mettre à la disposition des SFD des lignes de crédit à moindre coût	MINEFID
67.	L'indisponibilité des intrants (engrais) agricoles de bonne qualité sur le marché local	Assurer la disponibilité des intrants agricoles de bonne qualité (engrais) sur le plan national à des coûts subventionnés	MAAHM
68.	Absence d'assurance agricole en cas de catastrophes naturelles (la sécheresse et les inondations). Ces phénomènes créent des impayés dans nos structures	Mettre en place une assurance agricole pour encourager le financement dans ce secteur	MINEFID
69.	Coût de crédit agricole élevé	Bonifier les taux d'intérêt sur les crédits agricoles	MINEFID
70.	Un certain nombre de SFD pratique l'activité de la micro finance islamique depuis quelques années. Cependant, il n'existe aucune structure nationale de promotion de cette finance sensée apporté une valeur ajoutée dans le financement de l'économie	Mettre en place une structure nationale de promotion de la micro finance islamique	MINEFID
71.	Avec l'instruction de la BCEAO relative à la finance islamique, des SFD s'activent à remplir les cahiers de charges. Cependant, la réglementation nationale est muette à ce sujet et pire les sources de financement dédiées à cette finance n'existe pas pour mener à bien les opérations de la finance islamique	Mobiliser au profit des SFD des ressources financières halal telles que les Sukkur pour aider au financement des structures impliquées dans la mise en œuvre de la finance islamique	MINEFID

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
72.	Plus de 20 usines de production d'huile alimentaire et d'aliments de bétail n'ont pas de lieu de production	Régulariser l'emplacement actuel par un déclassement, extension de la zone industrielle de Kossodo ou le choix d'un autre lieu pour les usines de production d'huile alimentaire et d'aliments de bétail	MICA/MINEFID
73.	Gel des créances du secteur privé	Règlementer les créances du secteur privé	MINEFID
74.	La faible résilience d'économie nationale	Développer une stratégie de résilience de l'économie	MINEFID
75.	Absence d'une fiscalité et des impôts spécifiques et adaptés au caractère fondamentalement social de la santé privée	Elaborer une fiscalité et des impôts spécifiques et adaptés au caractère fondamentalement social de la santé privée	MINEFID
76.	Non accès au marché de la cantine scolaire	Passer le marché avec les professionnels du domaine de la transformation notamment la transformation industrielle pour la qualité qui touche la santé des scolaires et la quantité par rapport à la capacité de production des industriels	MENAPLN/MINEFID/MICA
77.	Le coût élevé du crédit.	Réajuster les taux d'intérêts	MINEFID
78.	Problématique de la TVA sur la farine	Réviser l'application de la TVA sur la farine de maïs en prenant en compte la transformation comme valeur ajoutée et non toute la chaîne (matière premières + transformation)	MINEFID
79.	La non perception de la TVA par certains acteurs qui entretiennent la concurrence déloyale (farine de maïs, huile alimentaire) et les difficultés	Faire respecter strictement la réglementation commerciale et fiscale	MINEFID/MICA

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
	relatives au remboursement des crédits TVA par l'administration fiscale		
80.	Faible promotion du secteur de l'immobilier	Contractualiser avec l'Etat pour des contrats de 5 ans renouvelable deux fois, soit 15 ans pour une concurrence plus saine	MUHV
81.	Sur le marché international, quelle mesure la ZLECAf a adopté pour permettre la libre circulation des biens et ressources malgré les différentes monnaies ?	Adopter des mesures pour permettre la libre circulation des biens et ressources dans le contexte de la ZLECAf et malgré les différentes monnaies	MAECIABE
82.	La vétusté du parc automobile des taxis dû aux charges	Renouveler le parc automobile de taxis	MTMUSR
83.	Détérioration du climat des affaires	Prendre des mesures particulières pour permettre aux promoteurs de voyager pour des raisons d'affaires	MAECIABE/ MTMUSR/MICA
84.	La non prise en compte des lieux de stationnement dans les schémas d'aménagement des deux (02) villes	Prévoir des lieux de stationnement dans les schémas d'aménagement des villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso	MTMUSR
85.	Difficulté de mobilité entre les Etats	Construire des autoroutes reliant les Etats	MID/MTMUSR/ MAECIABE
86.	Coût et condition d'obtention du visa d'entrée au Burkina Faso	Alléger les conditions d'obtention du visa pour le monde	MAECIABE

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
87.	Les tracasseries routières par les agents de la douane-gendarmerie-police nationale et la Concurrence déloyale	Mettre en place une politique véritable dans cette lutte contre la concurrence déloyale et la fraude et autre bavure policière	MTMUSR/MSéc
88.	Le beurre devient liquide durant la période chaude du au retard dans la livraison des commandes et a provoqué un écoulement des emballages déjà conditionnés	Créer une chambre nationale de conservation adaptée ou par fédération	MAAHM
89.	Le retard de certification des produits du fait de la maladie dû au manque de capitaux au regard de la baisse de la commande à cause du COVID-19	Octroyer des subventions ou crédits pour permettre aux coopératives de payer les frais de certification en attendant le remboursement de ses partenaires	MAAHM/MICA
90.	Manque de professionnalisme des acteurs	Accompagner les entreprises à se professionnaliser davantage pour faire face à la concurrence liée à la ZLECAf	MICA/CCI-BF/MEBF
91.	Arrivée tardive des engrais pour les agriculteurs	Installer une unité de fabrication des engrais à l'intérieur du pays	MAAHM
92.	Insuffisance et cout élevé des intrants de production agricoles.	Augmenter les quantités des intrants subventionnés aux profits des acteurs	MAAHM
93.	Accès de la matière première pour les unités de transformation.	Promouvoir davantage le système d'agriculture contractuel entre les acteurs	MAAHM
94.	Limitation de la main d'ouvre pour les travaux champêtres.	Mécaniser les activités agricoles	MAAHM

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
95.	La gouvernance des organisations professionnelles.	Promouvoir la e.Agriculture adapté au profit des acteurs du monde rural	MAAHM
96.	Difficultés de production de coton, recul de la filière coton au Burkina	Soutenir la filière en prix rémunérateur pour les cotonculteurs pour plus de production, soutien en matériels agricoles et en intrants	MICA/MAAHM
97.	Difficulté d'accès aux voies pour la collecte des amandes	Réhabiliter et construire des voies en milieu rural où existe un potentiel en espèce de karité	MID/MEEVCC
98.	Risque de raréfaction des espèces de karité	Faire du karité une espèce intégralement protégée par un contrôle rigoureux et l'application stricte de la réglementation portant sur sa protection	MEEVCC/MAAHM
99.	Difficultés de franchir les frontières	Lutter contre les tracasseries routières aux frontières	MSécu
100.	Le délaissement du secteur informel (petits commerçants)	Soutenir le secteur informel à travers la mise en place de mécanismes de financement adaptés	MJPEE
101.	Limitation des voyageurs par car Non-respect du nombre de voyageurs par car dans le contexte du COVID	Veiller à la limitation du nombre de voyageurs par car et exiger le port des masques pendant le voyage	MS
102.	Les lois du travail sont inadaptées au contexte social freinant les créations réelles d'emplois	Améliorer le climat des affaires en assouplissant les lois sur le travail en faveur des employeurs	MFPTPS
103.	Coût élevé du test de COVID voyageur qui coute 50000fr	Réduire à 10000fr les frais de test de COVID-19 lors des voyages	MS/MINEFID

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
104.	L'insécurité aussi a baissé le commerce	Prendre des mesures pour lutter contre l'insécurité en vue de faciliter le commerce	MSécu/MDNAC/MICA
105.	Absence de projets PPP concrets pour l'utilisation des pôles d'excellences sanitaires du secteur privé de santé du Burkina Faso pour réduire les évacuations sanitaires pour les pathologies cardiovasculaires, l'oncologie et la chirurgie, l'orthopédie, traumatologie hors du pays	Développer une Convention de partenariat entre le MS, le MINEFID et les établissements sanitaires privés (ESP) ayant des pôles d'excellence sanitaires membres de la Fédération des Associations professionnelles de la Santé Privée du Burkina Faso (FASPB) pour la prise en charge des patients nécessitant la réalisation d'examens d'IRM ou une évacuation sanitaire sous l'angle des PPP santé.	MS/MINEFID/FASPB
106.	Absence de plateforme de mutualisation des IRM et des scanners du privé et du public afin de faciliter l'accès des populations aux examens spécialisés pour une meilleure prise en charge de leurs problèmes de santé au Burkina Faso.		
107.	Problème de conservation et de conditionnement des produits/ Emballages	Accompagner les acteurs en facilitant l'accès aux emballages de qualité pour faire face à la concurrence internationale	MESRESI
108.	La prise en compte des établissements privés dans le règlement de la dette intérieure	Inscrire l'apurement pur et simple de la dette due aux établissements privés afin de leur permettre de résister à une éventuelle fermeture	MENAPLN
109.	Augmentation des prix des produits sur le marché (pièces de rechanges, lubrifiants, graisses etc).	Renforcer les moyens financiers des mécaniciens (membre de l'association) à travers des fonds de soutien	MJPEE
110.	Manque d'emploi des jeunes pharmaciens	Promouvoir la création d'entreprises pharmaceutiques	MS/MICA

N°	PREOCCUPATIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES CONCERNEES
111.	Difficulté d'insertion des déplacés internes	Accompagner les déplacés internes à travers l'apprentissage des petits métiers tels que : la saponification, l'élevage, montage de plaques solaires	MFSNFAH/MJPEE
112.	La survie des PME des femmes	Proposer des solutions globales pour l'éclosion des entreprises féminines	MFSNFAH/MICA
113.	Insuffisance de justice sociale	Promouvoir la réconciliation nationale	MJDH/HCRUN
114.	Tracasserie policière lors des contrôles de marchandises	Supprimer le contrôle des marchandises (reçu, facture) par la police	MSécu
115.	Insuffisance d'attention particulière de l'Etat sur les réalisations des sociétés coopératives.	Aider les sociétés coopératives à mieux valoriser leurs réalisations	MICA/MAAHM/MEEVCC/MRAH/MJPEE
116.	Inadéquation entre la formation et la demande du marché du travail	Adapter la formation au marché du travail	MJPEE/MENAPLN/MESRESI
117.	Pression foncière dans les zones d'accueil des déplacés.	Mettre en place des instances fonctionnelles s'occupant du foncier dans chaque zone	MUHV/MINEFID
118.	Les difficultés liées à l'importation et à la taxation douanière de certains produits de santé pour les établissements grossistes répartiteurs	Mettre à jour les lois de finance en rapport avec l'importation des produits de santé	MINEFID/MS

II. RECOMMANDATIONS RESIDUELLES DES RENCONTRES REGIONALES ETAT/SECTEUR PRIVE 2021

N°	REGIONS	RECOMMANDATIONS	STRUCTURES INTERPELLEES
1.	Centre- Ouest	Accompagner la mise en place d'une unité d'homogénéisation et de raffinage de beurre de karité dans la région du Centre-Ouest	MICA
2.	Nord	Mettre en place une centrale d'achat à court terme et une unité de production d'emballage conformément aux normes internationales à long terme afin de pallier l'approvisionnement en emballages	MICA
3.	Centre Nord	Mettre en place des unités de conservation et de transformation de l'oignon et de la tomate dans la région du centre-nord	MICA
		Renforcer les capacités techniques et financières des acteurs des filières cuirs et peaux de la région du centre nord	MICA
4.	Sahel	Créer une unité de production et de transformation d'aliments pour bétail	MICA
5.	Centre-Sud	Déconcentrer davantage les structures en charge de la normalisation et de la certification	MICA
6.	Plateau Central	Réhabiliter les retenues d'eau afin de favoriser les cultures contre-saison	MEA